Ordonnance
sur le transport des marchandises dangereuses
par chemin de fer et par installation à câbles
(RSD)

du ...

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'art. 5, al. 1, l'art. 10, al. 4, et l'art. 14 de la loi du 19 décembre 2008 sur le transport de marchandises¹,

vu l'art. 7a, al. 2, let. b et l'art. 48a, al. 1 de la loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration²,

arrête:

Art. 1 Objet et champ d'application

¹ La présente ordonnance règle le transport de marchandises dangereuses par chemin de fer et par installation à câbles.

² Elle s'applique:

- a. aux personnes physiques et morales qui produisent, transportent, emballent, remplissent, expédient, chargent, déchargent ou réceptionnent des marchandises dangereuses;
- b. aux fabricants et utilisateurs d'emballages, citernes ou moyens de transport servant à transporter des marchandises dangereuses;
- c. aux exploitants de l'infrastructure des chemins de fer et des installations à câbles.

Art. 2 Rapport avec l'ordonnance sur les conseillers à la sécurité

Les dispositions de l'ordonnance du 15 juin 2001 sur les conseillers à la sécurité³ s'appliquent en outre aux personnes et aux entreprises qui transportent, emballent, remplissent, expédient, chargent ou déchargent des marchandises dangereuses.

Art. 3 Droit international

¹ Le règlement concernant le transport international ferroviaire des marchandises dangereuses (RID), Appendice C à la convention du 9 mai 1980⁴ relative aux

RO

¹ RS 742.41

² RS 172.010

³ RS 741.622

⁴ RS 0.742.403.1

transports internationaux ferroviaires (COTIF) dans la version du protocole modificateur du 3 juin 1999⁵ est applicable également au transport de marchandises dangereuses par chemin de fer et par installation à câbles dans le trafic national.

² La version valable du RID est indiquée à l'annexe 1.

Art. 4 Compétence

Est considérée comme autorité compétente au sens du RID:

- a. pour l'agrément des modèles de colis et de l'expédition de matières radioactives: l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire;
- b. pour la mise sur le marché, l'évaluation de la conformité, la réévaluation de la conformité y compris les contrôles périodiques, les contrôles intermédiaires et les contrôles exceptionnels ainsi que pour la surveillance du marché des contenants de marchandises dangereuses conformément à l'ordonnance du ... sur les contenants de marchandises dangereuses⁶: l'Office fédéral des transports (OFT);
- c. pour tous les autres cas: l'OFT ou un organisme désigné par l'OFT.

Art. 5 Exceptions et dérogations

¹ Les exceptions et les dérogations au RID et d'autres prescriptions, qui ne s'appliquent qu'au trafic national, sont réglées à l'annexe 2.1 pour les chemins de fer et à l'annexe 2.2 pour les installations à câbles.

² Le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) peut adapter les annexes 2.1 et 2.2 à de nouvelles conditions.

³ Dans des cas particuliers, l'OFT peut autoriser des exceptions à la présente ordonnance si le but de cette dernière est sauvegardé.

Art. 6 Modifications du RID

¹ L'OFT décide si les modifications du RID sont acceptées ou non.

² Le DETEC adapte l'annexe 1 aux modifications du RID.

Art. 7 Obligation de renseigner

Les personnes auxquelles s'applique la présente ordonnance doivent fournir à l'autorité compétente tous les renseignements nécessaires à son application et lui donner accès à l'entreprise pour y procéder aux enquêtes nécessaires.

⁵ RS 0.742.403.12

⁶ RS ...

Art. 8 Infractions aux dispositions sur l'expédition des marchandises

Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque:

- a. transporte ou fait transporter une marchandise dangereuse que les annexes 2.1 ou 2.2 de la présente ordonnance ou que les parties 2 ou 4 du RID ne permettent pas de transporter;
- b. fait transporter une marchandise dangereuse sans s'assurer que ce transport est effectué conformément aux annexes 2.1 ou 2.2 de la présente ordonnance ou conformément aux chapitres 7.1 à 7.4 du RID;
- c. n'assume pas ou assume de manière insuffisante les obligations requises en matière de sécurité et de documentation ainsi que les autres obligations visées aux annexes 2.1 et 2.2 de la présente ordonnance ou aux chapitres 1.4, 1.7 ou 5.4 du RID;
- d. fait transporter une marchandise dangereuse sans renseigner le transporteur ou le conducteur sur l'état et le conditionnement de la marchandise.

Art. 9 Infractions aux dispositions sur la manutention des marchandises

Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque:

- a. emballe, remplit, charge ou décharge une marchandise dangereuse sans respecter les obligations visées aux chapitres 1.4 ou 1.7 du RID; est passible de la même peine la personne responsable de ces opérations qui ne s'est pas assurée que ces obligations ont été respectées;
- b. charge ou décharge une marchandise dangereuse en négligeant de prendre les mesures de protection appropriées pour le cas où une matière libérée crée un danger pour l'environnement;
- c. n'assume pas ou assume de manière insuffisante les obligations d'annoncer conformément à la section 1.8.5 du RID.

Art. 10 Infractions aux dispositions sur le transport des marchandises

Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque:

- a. transporte ou fait transporter des marchandises dangereuses au moyen de véhicules ou de citernes ne répondant pas aux exigences particulières de construction et d'équipement visées aux annexes 2.1 ou 2.2 de la présente ordonnance ou à la partie 4, à la partie 6 ou au chapitre 1.6 du RID, ou qui utilise des moyens de transport qui n'ont pas été contrôlés conformément aux prescriptions;
- b. n'assume pas ou assume de manière insuffisante les obligations requises en matière de sécurité, de renseignement et de documentation ainsi que les autres obligations visées aux annexes 2.1 et 2.2 de la

présente ordonnance ou aux chapitres 1.4, 1.7, 5.4 ou à la section 1.8.5 du RID;

- c. ne respecte pas les prescriptions sur la signalisation et l'identification des moyens de transport visés aux annexes 2.1 ou 2.2 de la présente ordonnance ou à la partie 5 du RID, transportant ou ayant transporté des marchandises dangereuses.

Art. 11 Exécution

L'OFT est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Art. 12 Abrogation et modification du droit en vigueur

L'abrogation et la modification du droit en vigueur sont réglées à l'annexe 3.

Art. 13 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le ...

Version applicable du RID

Sont applicables les prescriptions de l'édition 2011 du RID⁷.

⁷ Le RID (Appendice C à la convention du 9 mai 1980 relative aux transports internationaux ferroviaires; COTIF; RS **0.742.403.12**) n'est publié ni au recueil officiel ni au recueil systématique. Des exemplaires tirés à part incluant les modifications peuvent être commandés à l'Office fédéral des constructions et de la logistique, Publications fédérales, 3003 Berne, ou directement à l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF), www.otif.org.

Annexe 2.1
(art. 5, al. 1)

Déroptions à certaines prescriptions du RID pour le transport de marchandises dangereuses en trafic ferroviaire national

Numéros des prescriptions RID	Prescriptions dérogatoires pour le transport de marchandises dangereuses par chemin de fer en trafic national
1.1.4.4	Les véhicules routiers convoyés par ferroutage et leur contenu doivent satisfaire aux exigences de l'appendice 3 de l'ordonnance du 29 novembre 2002 relative au transport des marchandises dangereuses par route ⁸ (SDR).
2.2.1.2	<p>Les explosifs destinés au déclenchement d'avalanches et qui doivent être transportés prêts à l'emploi ne sont pas soumis aux prescriptions du RID lorsque les conditions suivantes sont remplies:</p> <ul style="list-style-type: none"> – le transport se fait par voie directe de l'entrepôt d'explosifs jusqu'à l'endroit prévu pour leur utilisation. – Les explosifs sont emballés, chargés et déchargés par des responsables du minage. – Le transport est accompagné par des responsables du minage. – Le transport a lieu en dehors de l'horaire publié, dans le cadre d'une course de service. – Seul le personnel requis pour effectuer le transport est admis à bord (chemin de fer, installation de transport à câbles) en sus des responsables du minage. – Les responsables du minage sont au bénéfice du permis requis conformément à l'art. 51-60 de l'ordonnance du 27 novembre 2000 sur les explosifs⁹.
4.1.4.1 P200 (9)	<p>i) Les examens périodiques des récipients en matériau composite pour des gaz des groupes A, O et F doivent être effectués tous les 5 ans.</p> <p>L'organisme d'évaluation de la conformité qui a établi l'agrément de type peut prolonger ce délai jusqu'à 10 ans si la preuve de la résistance à la fatigue est fournie.</p> <p>ii) Les récipients destinés à la plongée sous-marine contenant des gaz du code de classification 1A et du 1O doivent subir tous les deux ans et demi un examen visuel et tous les cinq ans un examen périodique complet.</p>
5.3.1.5	En lieu et place des plaques-étiquettes, des volets rabattables orange fixes peuvent être apposés sur chaque côté latéral du wagon servant au transport de marchandises dangereuses. Les volets rabattables doivent satisfaire aux exigences des 5.3.2.1.8, 5.3.2.2.1, 5.3.2.2.4 et 5.3.2.2.5 du RID.

⁸ RS 741.621

⁹ RS 941.411

Numéros des prescriptions RID	Prescriptions dérogatoires pour le transport de marchandises dangereuses par chemin de fer en trafic national
5.4.1.1.1	<p>Les plaques-étiquettes adéquates doivent être apposées sur chaque côté latéral des wagons qui transportent des colis contenant des matières ou des objets de la classe 1 (exceptés ceux de la division 1.4, groupe de compatibilité S).</p> <p>Les plaques-étiquettes adéquates doivent être apposées sur chaque côté latéral des wagons qui transportent des matières radioactives de la classe 7 dans des emballages ou dans de grands emballages (sauf les colis exceptés).</p> <p>La procédure suivante est aussi admise pour désigner la marchandise dans le document de transport:</p> <p>A l'exception des substances et objets de la classe 7, on peut utiliser un terme collectif ad hoc, pour autant qu'une liste (p. ex. bulletin de livraison, ou document de bord pour transport routier) accompagne le document de transport. Cette liste contient les indications prescrites selon le 5.4.1.1.1 du RID. Il faut compléter le terme collectif par l'abréviation «RSD». Il faut compléter le terme collectif par l'abréviation «RSD» et le renvoi «cf. liste annexée» (p. ex. «produits chimiques RSD, cf. liste annexée»).</p>
6	<p>La croix n'est plus nécessaire dans le document de transport.</p> <p><i>Dispositions transitaires</i></p> <p>Les conteneurs-citernes cubiques (désignés précédemment comme conteneurs-citerne) homologués selon les prescriptions de l'al. 1.2.8.5 de l'annexe X, valables jusqu'au 31 décembre 1987, pour transporter des substances déterminées peuvent être utilisés comme grands récipients pour vrac (GRV) pour acheminer ces substances s'ils correspondent aux prescriptions des 6.5.3, 6.5.4.4, 6.5.4.5 et 6.5.5.1, à l'exception des prescriptions des 6.5.5.1.5 et 6.5.5.1.6 du RID.</p> <p>Conteneurs-citernes de chantiers (CCC):</p> <p>Les conteneurs-citernes de chantier sont autorisés pour le transport de carburant diesel (n° ONU 1202) s'ils sont conformes aux prescriptions relatives à la construction et aux épreuves du chapitre 6.14 de l'appendice 1 de la SDR.</p>
6.8.2.4.3	<p>La section 7.5.7 RID s'applique par analogie.</p> <p>Les dispositifs pour la récupération des gaz pendant le remplissage et la vidange des citernes, wagons-batteries et CGEM (voir sous 4.3.2.3.3 RID) sont considérés comme un équipement de service du réservoir. L'étanchéité aux gaz doit être vérifiée.</p>
7.6	<p>Les marchandises convoyées par Rail Express sont considérées comme des colis express.</p>

Annexe 2.2
(art. 5, al. 1)

Dérogations à certaines prescriptions du RID pour le transport de marchandises dangereuses par installation à câbles en trafic national

En sus des dérogations énumérées à l'annexe 2.1, le transport de marchandises dangereuses par installations à câbles en trafic national est soumis aux dérogations suivantes:

Numéros des prescriptions RID	Prescriptions dérogatoires pour le transport de marchandises dangereuses par installation à câbles en trafic national	
1.10.3	Les prescriptions relatives au plan de sûreté ne sont pas applicables.	
3.3	La disposition spéciale 640 n'est pas applicable au transport par installation à câbles de matière n° ONU 1202.	
3.4.13 a)	Les prescriptions ne sont pas applicables.	
5.3.1.3	Les cabines et les sièges des installations à câbles ne sont pas soumis aux prescriptions relatives à la signalisation.	
5.3.1.4		
5.3.1.5		
5.3.1.6		
5.3.2		
5.3.3		
5.3.4		
5.3.5		
5.4		Les prescriptions ne sont pas applicables.
6.8.2		Les citernes doivent satisfaire soit aux prescriptions du RID soit aux prescriptions de l'ADR.
7.5.3	Les prescriptions ne sont pas applicables.	

Abrogation et modification du droit en vigueur

I

L'ordonnance du DETEC du 3 décembre 1996 relative au transport des marchandises dangereuses par chemin de fer et par installation à câbles¹⁰ est abrogée.

II

Les ordonnances ci-après sont modifiées comme suit:

1. Ordonnance du 4 novembre 2009 sur le transport de marchandises¹¹

Art. 1 Transport de marchandises dangereuses

Les entreprises de transport ferroviaire, à câble et de navigation conformément à l'art. 1, al. 1, LTM peuvent restreindre le chargement et le déchargement de marchandises dangereuses à certaines stations et à certains terminaux.

2. Ordonnance du 21 décembre 2006 sur les installations à câbles¹²

Art. 49 Transport de marchandises dangereuses

Le transport des marchandises dangereuses est régi par les dispositions:

- a. de l'ordonnance du ... sur les contenants de marchandises dangereuses¹³, et
- b. de l'ordonnance du ... sur le transport des marchandises dangereuses par chemin de fer et par installation à câbles.

3. Ordonnance du 8 novembre 1978 sur la navigation intérieure¹⁴

¹⁰ RO 1996 3436, 1999 778, 2000 1656, 2001 1609, 2003 392, 2004 2967, 3631, 2006 2675, 2008 5747, 5995

¹¹ RS 742.411

¹² RS 743.011

¹³ RS ...

¹⁴ RS 747.201.1

Art. 75 Transport de marchandises pouvant polluer l'eau

¹ Le transport de marchandises pouvant polluer l'eau est interdit. Sont considérées comme pouvant polluer l'eau les marchandises qui:

- a. sont considérées comme dangereuses conformément au RID¹⁵; ou qui
- b. sont susceptibles d'entraîner des modifications nuisibles des propriétés physiques ou chimiques de l'eau ou porter atteinte aux organismes vivants qui s'y trouvent, en particulier les combustibles et les carburants liquides, ainsi que les produits chimiques liquides, solides et gazeux.

² Sont exceptés de cette interdiction les transports suivants:

- a. sur des bateaux: transport de quantités limitées conformément au chapitre 7.6 du RID, dans des locaux non accessibles au public ou en tant que bagage à main ou en tant que bagage conformément au chapitre 7.7 du RID;
- b. sur des bacs: transport de véhicules à moteur et de leurs remorques ou d'autres moyens de transport conformément à l'ordonnance du 29 novembre 2002 relative au transport des marchandises dangereuses par route¹⁶ (SDR) sur les lignes:

1. Horgen – Meilen,
2. Beckenried – Gersau.

³ Les chapitres 1.3 et 1.4 du RID sont applicables par analogie aux entreprises de navigation qui transportent des marchandises pouvant polluer l'eau.

⁴ La partie 4 du RID sur l'utilisation des emballages et des citernes doit être respectée pour le transport par bac des marchandises pouvant polluer l'eau.

¹⁵ Le RID (Appendice C à la convention du 9 mai 1980 relative aux transports internationaux ferroviaires; COTIF; RS 0.742.403.12) n'est publié ni au recueil officiel ni au recueil systématique. Des exemplaires tirés à part incluant les modifications peuvent être commandés à l'Office fédéral des constructions et de la logistique, Publications fédérales, 3003 Berne, ou directement à l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF), www.otif.org.

¹⁶ RS 741.621